

**Bureau interministériel de défense  
et de protection civiles**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 19-2021-09-23-00001**

portant abrogation de l'obligation du port du masque  
en extérieur dans le département de la Corrèze

La préfète de la Corrèze,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L 3131-1 et L 3136-1 ;

**Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret n°2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021, prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de madame Salima SAA, préfète de la Corrèze ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 19-2021-08-27-0002 en date du 27 août 2021 ;

**Considérant** l'évolution favorable de la situation épidémique dans le département de la Corrèze ;

**Considérant** qu'il appartient à la préfète de la Corrèze de prévenir les risques de propagation du virus par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées à la situation du département de la Corrèze ;

**Considérant** que la situation locale justifie l'abrogation de l'obligation du port du masque en extérieur dans le département de la Corrèze ;

**Sur proposition** de madame la directrice de cabinet ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : l'arrêté préfectoral n° 19-2021-08-27-0002 du 27 août 2021 portant obligation du port du masque en extérieur, dans le département de la Corrèze est abrogé à compter du samedi 25 septembre 2021.

**Article 2** : L'obligation du port du masque reste obligatoire à l'intérieur de tous les commerces, collèges, lycées, universités, crèches, établissements d'accueil du jeune enfant et accueils collectifs de mineurs.

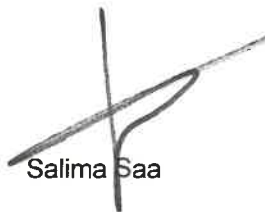
**Article 3** : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation (définie en annexe du décret du 1<sup>er</sup> juin 2021), et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus, ainsi qu'aux enfants de moins de 11 ans.

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur. La violation de cette obligation est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4<sup>ème</sup> classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de la 5<sup>ème</sup> classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général ;

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours administratif auprès de la préfète de la Corrèze ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6 :** La directrice de cabinet, la directrice de la délégation départementale de l'agence régionale de santé de la Corrèze, le directeur départementale de la sécurité publique de la Corrèze, monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corrèze, les maires du département de la Corrèze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze et dont une copie sera adressée au procureur de la République près le tribunal judiciaire compétent.

Fait à Tulle, le 23 septembre 2021



Salima Saa